

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Énergie nucléaire (France) > **Sortir du nucléaire en Allemagne... et en France. Comment faire ?**

Sortir du nucléaire en Allemagne... et en France. Comment faire ?

samedi 11 juin 2011, par [LYONNAIS Laurence](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2011).

La récente décision de Merkel de sortir du nucléaire en dix ans aura forcément des conséquences. Pour le NPA, ce scénario est également possible en France. Pour cela, il est important de se mobiliser, notamment le 11 juin.

C'est une annonce spectaculaire qu'a fait le gouvernement allemand en adoptant le 6 juin un plan de sortie du nucléaire en dix ans. Cette décision s'explique par l'importance des mobilisations antinucléaires des derniers mois, les scores réalisés par les Verts aux dernières élections mais aussi du point de vue des intérêts économiques de l'Allemagne.

Cette sortie a été préparée depuis le début des années 2000 et les grands secteurs industriels allemands ont entamé leur reconversion dans les énergies renouvelables dont ils entendent être les leaders. Car la contrepartie à cette décision est l'injection de milliards d'euros dans les industries des énergies renouvelables dont les plus puissantes sont allemandes.

Alors que plus de 60 % des Français, selon un récent sondage, sont favorables à une sortie progressive du nucléaire et 15 % pour une sortie plus rapide, peut-on envisager une décision de ce type en France ? Le ministre de l'Énergie, Besson, a reconnu que la France serait touchée « à court terme », privée d'une source d'importation, au moment où la sécheresse accroît les besoins en électricité et que des centrales nucléaires risquent d'être mises à l'arrêt. Car contrairement à un mythe répandu, c'est bien la France qui importe de l'électricité depuis l'Allemagne et non l'inverse. Aux côtés du gouvernement, la pression d'EDF et Areva s'est notamment fait sentir au G8 de Deauville où la France a cherché à affaiblir les tests de sécurité des installations nucléaires européennes. Au PS, où la plupart des dirigeants sont très proches des lobbies pro-nucléaires, la prudence est de mise. Les plus aventureux sur la question se prononcent pour une sortie progressive du « tout nucléaire », appréciez la nuance.

Dans le même temps, les candidats d'Europe Écologie font de la sortie programmée du nucléaire une condition d'un accord de gouvernement avec le PS : à suivre...

De notre point de vue, la décision allemande confirme que la sortie du nucléaire relève de choix politiques. C'est pourquoi le NPA a élaboré un scénario de sortie du nucléaire en dix ans [1], option également défendue par Stéphane Lhomme de l'Observatoire du nucléaire. Nous préconisons un plan ambitieux de mise sous contrôle des grandes entreprises du secteur énergétique, d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables dans le cadre d'un réseau décentralisé de micro unités de production. La lutte contre le réchauffement climatique ne peut justifier la poursuite du nucléaire ; les récents événements liés à la sécheresse prouvent que le nucléaire est rendu plus vulnérable par les bouleversements climatiques en cours. En outre, les décisions allemande et suisse (sortie du nucléaire pour 2034), l'annonce d'un référendum en Italie, ainsi que l'état de l'opinion publique après la catastrophe de Fukushima doivent pousser à la mobilisation pour exiger la sortie

du nucléaire maintenant.

C'est pourquoi le NPA va mettre toute son énergie (renouvelable celle-là !) dans la journée d'action internationale du 11 juin à l'appel d'associations japonaises : trois mois après le début de la catastrophe de Fukushima, rien n'est résolu au Japon, et même Tepco avoue aujourd'hui son incapacité à maîtriser la situation. En France, les mobilisations jusqu'ici ont été nombreuses sans être massives, notamment du fait du peu d'initiatives nationales. La tentation existe en effet de « sauter » la case mobilisation pour arriver directement à celle des négociations gouvernementales et du lobbying de salon. Aussi, la date du 11 juin est-elle une première date d'actions d'envergure nationale dont il faut se saisir.

Laurence Lyonnais

1. Voir le dossier du numéro de juin de Tout est à nous ! La revue, à paraître.

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 106 (09/06/11).